



**PCF de HAUTE-SAÔNE**

## **Axes de luttes immédiates**

### **La bataille la plus immédiate est celle contre la casse du code du travail.**

Les actions du **Parti communiste de haute-Saône** sont un outil pour déborder les récupérations politiques, pour gagner le **retrait pur et simple du projet de loi El-Khomri** et pour faire éclater les convergences d'intérêt manifestes avec la **lutte des cheminots** contre les dispositions antisociales de la « réforme » ferroviaire et celle des **fonctionnaires** contre les atteintes au statut général de la fonction publique.

Cette bataille générale pour le **statut du travail**, défendant tous les **acquis**, est une réponse à la tentative du système d'étendre l'exploitation par l'auto-entrepreneuriat.

### **La force et les suites de la lutte des cheminots en 2014 contre la «réforme ferroviaire» constituent de nouveaux points d'appui pour la résistance de tous les salariés des services publics et des usagers.**

Les **points de convergences** avec les usagers et l'ensemble des citoyens sont très importants. L'expérience est faite des premières privatisations, aussi bien en termes de dégradation du service rendu, des conditions de travail et de sécurité, de remise en cause du principe d'égalité, de hausse des tarifs, de menaces de désertification, de suppressions d'emploi qu'économiquement, en termes de reconstitution d'oligopoles privés.

**Pour nous communistes**, la question des **services publics et des entreprises nationales** est **essentielle** parce qu'ils constituent un point de **résistance fondamental au marché capitaliste**, une première étape dans l'**appropriation publique des moyens de production**, le socle d'un développement de l'économie basé sur la réponse aux besoins.

### **En 2015, pour la première fois, l'espérance de vie a diminué sans cause exceptionnelle. Parallèlement, le gouvernement se flatte d'un « déficit » moindre que prévu de l'assurance maladie.**

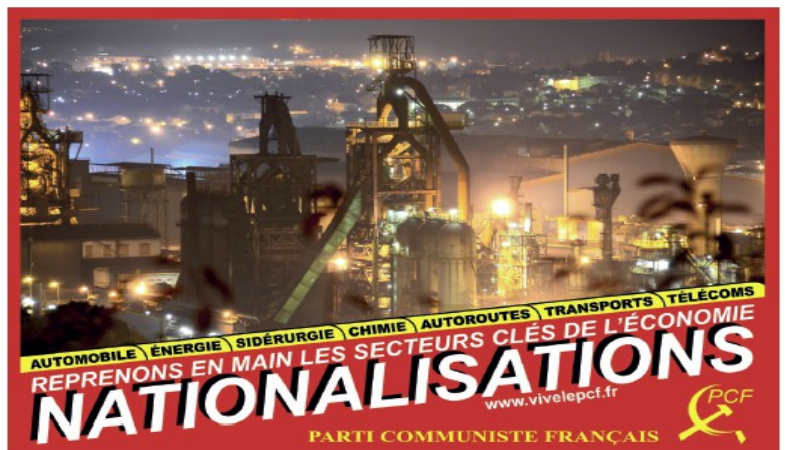
L'attaque contre notre système de **santé**, notamment contre l'hôpital public s'intensifie. La loi Touraine est venue compléter la loi Bachelot avec les « groupements hospitaliers de territoire », **machines à broyer** les hôpitaux, notamment de proximité, et les services.

La **réforme territoriale** et les nouvelles grandes régions l'aggravent. La généralisation du tiers-payant ne s'effectuera finalement que pour la part Sécu : **Elle a servi d'écran de fumée.**

La **désertification médicale** (offre de soin de secteur 1) s'aggrave, même en secteur urbain. Les centres de santé, dont la défense et le développement sont une de nos **priorités**, sont menacés par leur déficit structurel de financement, aggravé par la loi Bachelot.

Les objectifs de cette politique, continue malgré les alternances, sont bien connus. Il s'agit d'un côté de développer le secteur privé lucratif, en particulier pour les longs et moyens séjours, de l'autre de **détourner le financement de la sécurité sociale vers le profit**. Nous faisons une priorité de l'**unification des multiples luttes locales pour la défense des hôpitaux, de leurs moyens humains et matériels.**

Au cœur des **propositions du PCF**, se trouve le rétablissement et le développement du financement solidaire de la Sécurité sociale par la cotisation sociale. A la logique « baisse des cotisations sociales au profit du patronat - fabrication d'un déficit - destruction de l'offre de soin pour le combler », **nous opposons** « évaluation des besoins de santé – développement de l'offre – mise à niveau des cotisations sociales correspondante ».



## **Une nouvelle bataille fondamentale pour la défense du financement de la Sécu (toutes branches confondues, retraites, famille, maladie, AT-MP) s'annonce pour 2017.**

Le Pacte de responsabilité avec le **CICE** que Hollande va transformer en nouvelles exonérations définitives de cotisations patronales va à nouveau plomber les comptes et creuser les déficits d'autant plus que la politique d'austérité diminuera encore les compensations du budget de l'Etat.

D'autres contre-réformes structurelles sont programmées en complément dont la retenue à la source de l'impôt et la fusion CSG-impôt sur le revenu.

La « **modulation des cotisations sociales** » en fonction de la politique d'emploi des entreprises est une **fausse bonne idée qui légitime les exonérations**, la pédagogie de la « baisse du coût du travail ». La taxation des revenus financiers des entreprises serait une très bonne chose mais non pour la Sécu dont le financement ne peut pas reposer sur les aléas de la finance comme les fonds de pension.

La bataille doit essentiellement exiger la **fin des exonérations de cotisations sociales patronales** qui représentent au total 41 milliards d'euros par an, soit plus de quatre fois le « déficit ».

## **La défense et le développement des services publics, la lutte contre les privatisations.**

La question de la **défense des services publics** est décisive pour construire l'alternative politique tout de suite. Ils tiennent en effet une place structurante dans l'organisation et l'économie du pays. Ils constituent une référence sociale pour **l'ensemble des salariés**. La capacité de mobilisation et d'entraînement des salariés du secteur public est un atout déterminant pour l'ensemble du mouvement social.

Le **démantèlement**, l'établissement des critères du privé, la **privatisation de tous les services publics** sont l'un des axes de la politique **des gouvernements successifs**. Le processus de privatisation suit un schéma similaire pour chaque entreprise, marqué notamment par la mise en concurrence et la marchandisation de l'activité sous prétexte d'une **directive européenne, la remise en cause des statuts de l'entreprise et des personnels**.

## **Pour la nationalisation des secteurs clés de l'économie.**

A côté des actions du **Parti Communiste** pour la **reconquête des grands services publics nationalisés, une vaste campagne de nationalisation des secteurs clés de l'économie** doit être lancée dans l'esprit des nationalisations démocratiques de la Libération. Le Parti n'a jamais prétendu que des nationalisations, sous régime capitaliste, représentaient un début de socialisme ou des îlots de socialisme. Mais la nationalisation représente une **importante amélioration du rapport de force**, en faveur des salariés et du peuple, pour développer les secteurs clés de l'économie, les défendre face à des projets destructeurs du capital, dans le sens de la réponse aux besoins du pays.

**Nous communistes de Haute-Saône**, nous prononçons pour des **nationalisations intégrales, à 100%**, y compris par voie de **réquisition, excluant l'actionnariat privé**. Dans les entreprises publiques, la lutte reste constante contre l'étatisation au service du profit capitaliste réalisé dans le reste de l'économie, **contre la «nationalisation des pertes»**.

La signification historique, démocratique, de la «nationalisation à la française» explique pourquoi le gouvernement de Sarkozy en 2008 s'est bien gardé de nationaliser les banques mais a eu recours à une autre forme pour son plan d'aide à la finance. En 2012, face au plan de liquidation de plusieurs usines de PSA en France, à l'enterrement de la sidérurgie de Florange, en 2013, face au plan de démantèlement d'Alstom, le Parti aurait pu et dû porter la revendication de la nationalisation dans une campagne nationale de soutien aux luttes.

La nationalisation s'impose, le PCF que cela touche :

**L'ensemble du secteur bancaire et financier, les industries sidérurgiques, automobiles, aéronautiques, pharmaceutiques..., les industries d'armement, le secteur énergétique, les autoroutes...**

***Dans ces activités particulièrement, il existe objectivement un rapport de force potentiel national pour une convergence des luttes.***

### ***Pour adhérer :***

A retourner à : **PCF 70** 11, Place RENET 70001 Vesoul Cedex

NOM :

Prénom :

Adresse postale :

Courriel :

Téléphone :

**Contacts** : Tel : 03.84.75.28.32 - Courriel : [pcf70@wanadoo.fr](mailto:pcf70@wanadoo.fr) Blog : <http://pcfvesoul.canalblog.com/>